

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/30780]

2 MARS 2023. — Loi établissant les principes du tirage au sort des personnes physiques pour les commissions mixtes et les panels citoyens organisés à l'initiative de la Chambre des représentants (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{ER}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

- 1° "commission mixte" : l'assemblée décrite à l'article 3 ;
- 2° "panel citoyen" : l'assemblée décrite à l'article 14 ;
- 3° "Règlement de la Chambre" : le Règlement de la Chambre des représentants de Belgique.

TITRE 3. — *Les commissions mixtes*

CHAPITRE 1^{ER}. — *Dispositions générales*

Art. 3. La Chambre des représentants peut de sa propre initiative, sur un sujet déterminé, constituer une commission mixte, composée de membres de la Chambre des représentants et de personnes issues d'un tirage au sort, en vue de formuler des recommandations sur une problématique précise.

Le sujet déterminé visé à l'alinéa 1^{er} ne porte pas atteinte aux droits et libertés garantis par le titre II de la Constitution et à tous les instruments internationaux protecteurs des droits humains ratifiés par la Belgique, et relève de la compétence de l'État fédéral ou vise ses intérêts.

Art. 4. § 1^{er}. Une commission mixte est composée :

- 1° de membres de la Chambre des représentants ;
- 2° d'un minimum de 39 et d'un maximum de 51 personnes physiques tirées au sort.

§ 2. Le nombre précis de personnes physiques à tirer au sort, sur un sujet déterminé, est fixé par la Chambre des représentants conformément au Règlement de la Chambre.

Chaque province ainsi que l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale comptent autant de personnes physiques tirées au sort que le chiffre de sa population contient de fois le diviseur spécifique.

Le diviseur spécifique est obtenu en divisant le chiffre de la population du Royaume, visé à l'article 63, § 3, de la Constitution, par le nombre de personnes physiques à tirer au sort.

Le nombre de personnes physiques restantes à tirer au sort est attribué aux provinces ou à l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ayant le plus grand excédent de population non encore représenté.

§ 3. La commission mixte cesse d'exister en cas de dissolution de la Chambre des représentants, ou au moment où les dépenses électorales des partis politiques, des listes et des candidats font l'objet du contrôle visé à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, ou dans les cas prévus par le Règlement de la Chambre.

CHAPITRE 2. — *Conditions de participation des personnes physiques*

Art. 5. § 1^{er}. Peuvent être invitées à siéger au sein d'une commission mixte visée à l'article 3, les personnes physiques :

- 1° de nationalité belge ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/30780]

2 MAART 2023. — Wet tot bepaling van de beginselen voor de loting van natuurlijke personen voor de gemengde commissies en de burgerpanels op initiatief van de Kamer van volksvertegenwoordigers (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

- 1° "gemengde commissie": de assemblée beschreven in artikel 3;
- 2° "burgerpanel": de assemblée beschreven in artikel 14;
- 3° "Kamerreglement": het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers van België.

TITEL 3. — *De gemengde commissies*

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Art. 3. De Kamer van volksvertegenwoordigers kan op eigen initiatief, voor een bepaald onderwerp, een gemengde commissie samenstellen, die bestaat uit leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en personen, uitgekozen via loting, om aanbevelingen te formuleren over een specifieke problematiek.

Het bepaalde onderwerp bedoeld in het eerste lid doet geen afbreuk aan de rechten en vrijheden gewaarborgd door titel II van de Grondwet, en alle door België geratificeerde, internationale instrumenten ter bescherming van de mensenrechten en behoort tot de bevoegdheid van de Federale Staat of heeft betrekking op de belangen ervan.

Art. 4. § 1. Een gemengde commissie is samengesteld uit:

- 1° leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers;
- 2° minimaal 39 en maximaal 51 gelote natuurlijke personen.

§ 2. Het precieze aantal natuurlijke personen dat door loting voor een bepaald onderwerp wordt aangewezen, wordt bepaald door de Kamer van volksvertegenwoordigers overeenkomstig het Kamerreglement.

Elke provincie, alsook het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, tellen zoveel gelote natuurlijke personen als de specifieke deler in het bevolkingscijfer begrepen is.

De specifieke deler wordt verkregen door het bevolkingscijfer van het Rijk, bedoeld in artikel 63, § 3, van de Grondwet, te delen door het aantal te loten natuurlijke personen.

Het aantal resterende te loten natuurlijke personen wordt toegewezen aan de provincies die of aan het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad dat het grootste nog niet vertegenwoordigde bevolkingsoverschot heeft.

§ 3. De gemengde commissie houdt op te bestaan in geval van ontbinding van de Kamer van volksvertegenwoordigers, of op het moment dat de verkiezingsuitgaven van politieke partijen, lijsten en kandidaten aan de controle in de zin van artikel 4, § 1, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen worden onderworpen, of in de gevallen zoals bepaald in het Kamerreglement.

HOOFDSTUK 2. — *Voorwaarden voor deelname voor de natuurlijke personen*

Art. 5. § 1. Kunnen worden uitgenodigd om in een gemengde commissie bedoeld in artikel 3, te zetelen, de natuurlijke personen:

- 1° met de Belgische nationaliteit;

- 2° inscrites dans les registres de la population d'une commune belge ;
- 3° âgées d'au moins dix-huit ans accomplis ;
- 4° n'ayant pas été déchues du droit de vote ;
- 5° n'exerçant aucun des mandats, postes ou fonctions suivants :

a) membre de la Chambre des représentants ou du Sénat, membre du Parlement flamand, du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française, du Parlement de la Communauté germanophone ou du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

b) ministre ou secrétaire d'État du gouvernement fédéral, membre du gouvernement flamand, membre du gouvernement de la Communauté française, membre du gouvernement de la Région wallonne, membre du gouvernement de la Communauté germanophone ou membre ou secrétaire d'État du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou commissaire du gouvernement ;

c) membre du Parlement européen ;

d) membre d'un organe stratégique d'un membre du gouvernement fédéral, membre d'un cabinet d'un membre de gouvernement des régions et des communautés ;

e) gouverneur de province, gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand, vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ou haut fonctionnaire désigné par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

f) membre d'une députation ou d'un collège provincial ;

g) bourgmestre, échevin ou président d'un centre public d'action sociale ;

h) titulaire d'un mandat exécutif des organes territoriaux intracommunaux visés à l'article 41 de la Constitution ;

i) titulaire d'une fonction de l'ordre judiciaire ;

j) membre du Conseil d'État, membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe du Conseil d'État ;

k) juge, référendaire ou greffier auprès d'une juridiction administrative autre que le Conseil d'État ;

l) juge, référendaire ou greffier auprès de la Cour constitutionnelle ;

m) membre de la Cour des comptes.

§ 2. Les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 4° sont remplies le jour où a lieu le premier tirage au sort visé à l'article 6. Les services du Registre national vérifient le respect de ces conditions lors du tirage au sort visé à l'article 6.

Les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 5°, sont remplies le jour où la réponse d'acceptation de la participation à la commission mixte concernée, au sens de l'article 8, § 2, est envoyée.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, les conditions visées au paragraphe 1^{er}, doivent être remplies tout au long des travaux de la commission mixte. Le greffe de la Chambre des représentants vérifie le respect de ces conditions pour les personnes physiques tirées au sort dès le moment où ces dernières ont envoyé la réponse d'acceptation visée à l'article 8, § 2.

Si une personne physique qui est membre de la commission mixte cesse de remplir une des conditions visées au paragraphe 1^{er}, elle en informe le greffe de la Chambre des représentants dans les meilleurs délais.

CHAPITRE 3. — Organisation du tirage au sort et accès au Registre national

Art. 6. À la demande de la Chambre des représentants, sur la base des conditions fixées à l'article 5, § 1^{er}, 1° à 4°, et conformément à l'article 5, § 2, les services du Registre national effectuent un premier tirage au sort.

La répartition des personnes physiques à tirer au sort entre les provinces ou l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est déterminée conformément à l'article 4, § 2.

Pour chaque province ou pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il est tiré au sort le nombre de personnes physiques à désigner multiplié par cent.

2° die ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente;

3° die minstens de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

4° die niet ontzet zijn uit het kiesrecht;

5° die geen van de volgende mandaten, ambten of functies uitoefenen:

a) lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat, lid van het Vlaams Parlement, van het Waals Parlement, van het Parlement van de Franse Gemeenschap, van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap of van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement;

b) minister of staatssecretaris van de federale regering, lid van de Vlaamse regering, lid van de regering van de Franse Gemeenschap, lid van de regering van het Waalse Gewest, lid van de regering van de Duitstalige Gemeenschap of lid of staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of regeringscommissaris;

c) lid van het Europees Parlement;

d) lid van een beleidsorgaan van een lid van de federale regering, lid van een kabinet van een lid van een regering van de gewesten en de gemeenschappen;

e) provinciegouverneur, adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, vice-gouverneur van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad of hoge ambtenaar aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke regering;

f) lid van een deputatie of van een provinciecollege;

g) burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

h) houder van een uitvoerend mandaat van de binnengemeentelijke territoriale organen bedoeld in artikel 41 van de Grondwet;

i) houder van een ambt van de rechterlijke orde;

j) lid van de Raad van State, van het auditoraat, van het coördinatiebureau of van de griffie van de Raad van State;

k) rechter, referendaris, of griffier bij een ander administratief rechtcollege dan de Raad van State;

l) rechters, referendaris, of griffier bij het Grondwettelijk Hof;

m) lid van het Rekenhof.

§ 2. De voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 4°, zijn vervuld op de dag waarop de eerste loting bedoeld in artikel 6 plaatsvindt. De diensten van het Rijksregister verifiëren of deze voorwaarden vervuld zijn op het moment van de loting bedoeld in artikel 6.

De voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 5°, zijn vervuld op de dag waarop het antwoord ter aanvaarding van de deelname aan de gemengde commissie in kwestie, in de zin van artikel 8, § 2, wordt verstuurd.

Onverminderd het eerste en het tweede lid, moeten de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, gedurende de gehele duur van de werkzaamheden van de gemengde commissie vervuld blijven. De griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers verifieert of deze voorwaarden vervuld zijn voor de gelote natuurlijke personen vanaf het moment dat ze het antwoord ter aanvaarding bedoeld in artikel 8, § 2, hebben verstuurd.

Indien een natuurlijke persoon die lid is van de gemengde commissie niet langer aan één van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 voldoet, stelt hij de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers hiervan zo spoedig mogelijk in kennis.

HOOFDSTUK 3. — Organisatie van de loting en toegang tot het Rijksregister

Art. 6. Op verzoek van de Kamer van volksvertegenwoordigers, op basis van de vastgelegde voorwaarden in artikel 5, § 1, 1° tot 4° en overeenkomstig artikel 5, § 2, voeren de diensten van het Rijksregister een eerste loting uit.

De verdeling van de te loten natuurlijke personen tussen de provincies of het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad is bepaald overeenkomstig artikel 4, § 2.

Voor elke provincie en voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt het honderdvoud van het aantal aan te wijzen natuurlijke personen geloot.

Art. 7. § 1^{er}. En vue de la constitution d'une commission mixte, la Chambre des représentants a accès aux données d'information visées :

1° à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2° (uniquement concernant la date de naissance), 4° et 5°, de la loi du 8 août 1983 relative au Registre national des personnes physiques conformément à l'article 5 de ladite loi ;

2° à l'article 1^{er}, 11° et 26°, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers.

§ 2. L'accès visé au paragraphe 1^{er} a pour finalité :

1° de tirer au sort des personnes physiques, conformément à l'article 6, dans le but de constituer une commission mixte ;

2° de vérifier le respect des conditions visées à l'article 5, § 1^{er}, 1° à 4°, pour les personnes physiques tirées au sort ayant envoyé la réponse d'acceptation visée à l'article 8, § 2 ;

3° de vérifier le respect continu des conditions visées à l'article 5, § 1^{er}, 1° à 4°, pour les personnes physiques tirées au sort faisant partie de la commission mixte.

L'accès visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est exercé par les services du Registre national.

L'accès visé à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, est exercé par la Chambre des représentants.

Art. 8. § 1^{er}. Les services du Registre national envoient un courrier d'invitation à participer à la commission mixte aux personnes physiques tirées au sort par le Registre national parmi l'ensemble des personnes répondant aux conditions énoncées à l'article 5, § 1^{er}, 1° à 4°.

§ 2. Les personnes physiques tirées au sort qui souhaitent accepter l'invitation visée au paragraphe 1^{er}, communiquent leur acceptation au greffe de la Chambre des représentants par une réponse écrite ou électronique d'acceptation. Cette réponse d'acceptation contient toutes les informations relatives aux éléments suivants :

1° le nom ;

2° le sexe ;

3° l'âge ;

4° le domicile ;

5° le niveau d'instruction ;

6° l'exercice ou non d'un mandat, d'un poste ou d'une fonction visé à l'article 5, § 1^{er}, 5° ;

7° pour les personnes résidant dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale : la langue dans laquelle est rédigée la carte d'identité ou, si la carte d'identité est rédigée en deux langues, la langue des mentions spécifiques de la carte d'identité.

Art. 9. § 1^{er}. Parmi l'ensemble des personnes ayant envoyé une réponse d'acceptation visée à l'article 8, § 2, et répondant aux conditions visées à l'article 5, § 1^{er}, le greffe de la Chambre des représentants organise un second tirage au sort par le biais d'un échantillonnage spécifique.

§ 2. Le tirage au sort visé au paragraphe 1^{er}, qui est effectué sur la base d'un échantillonnage spécifique a pour objet de constituer un groupe dont le nombre est déterminé conformément à l'article 4, § 2.

Le tirage au sort visé au paragraphe 1^{er}, assure la plus grande représentativité possible de la population au sein de la commission mixte sur la base des critères suivants : domicile, sexe, âge et niveau d'instruction. Les données utilisées à cette fin sont celles visées à l'article 8, § 2, telles que communiquées par les personnes physiques tirées au sort dans leur réponse d'acceptation.

Pour chaque critère, la représentativité par rapport à l'ensemble du groupe de personnes physiques qui ont été tirées au sort, est déterminée comme suit :

1° le domicile : le nombre de personnes physiques par province, ainsi que pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, est déterminé conformément à l'article 4, § 2. Au moins une personne invitée pour la province de Liège est inscrite dans les registres de la population d'une commune de la région linguistique de langue allemande, et au moins une personne domiciliée dans la région de Bruxelles-capitale a une carte d'identité ou les mentions spécifiques rédigées en français et au moins une personne domiciliée dans la région de Bruxelles-capitale a une carte d'identité ou les mentions spécifiques rédigées en néerlandais ;

Art. 7. § 1. Met het oog op het samenstellen van een gemengde commissie heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers toegang tot de informatiegegevens bedoeld :

1° in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° (enkel wat betreft de geboortedatum), 4° en 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen overeenkomstig artikel 5 van de voormelde wet

2° in artikel 1, 11° en 26°, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde toegang heeft tot doel :

1° natuurlijke personen te loten overeenkomstig artikel 6 teneinde een gemengde commissie samen te stellen ;

2° na te gaan of de gelote natuurlijke personen die het in artikel 8, § 2, bedoelde antwoord ter aanvaarding hebben verstuurd, voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 1, 1° tot 4° ;

3° na te gaan of de gelote natuurlijke personen in de gemengde commissie blijvend voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 1, 1° tot 4°

De in het eerste lid, 1°, bedoelde toegang wordt uitgeoefend door de diensten van het Rijksregister.

De in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde toegang wordt uitgeoefend door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 8. § 1. De diensten van het Rijksregister sturen een uitnodigingsbrief voor de deelname aan de gemengde commissie naar de natuurlijke personen die door het Rijksregister werden geloot uit alle personen die voldoen aan de in artikel 5, § 1, 1° tot 4°, geformuleerde voorwaarden.

§ 2. De gelote natuurlijke personen die de in paragraaf 1 bedoelde uitnodiging wensen te aanvaarden, delen hun akkoord mee aan de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de hand van een schriftelijk of elektronisch antwoord ter aanvaarding. Dit antwoord ter aanvaarding bevat alle gegevens met betrekking tot de volgende elementen :

1° de naam ;

2° het geslacht ;

3° de leeftijd ;

4° de woonplaats ;

5° het onderwijsniveau ;

6° het al dan niet uitoefenen van een mandaat, van een ambt of van een functie bedoeld in artikel 5, § 1, 5° ;

7° voor de personen die in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad wonen : de taal waarin de identiteitskaart wordt opgesteld, of, indien de identiteitskaart in beide talen wordt opgesteld, de taal van de specifieke vermeldingen op de identiteitskaart.

Art. 9. § 1. De griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers organiseert een tweede loting door middel van een specifieke steekproeftrekking onder alle personen die een antwoord van aanvaarding bedoeld in artikel 8, § 2, bezorgden en die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 1.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde loting die uitgevoerd wordt aan de hand van een specifieke steekproeftrekking, heeft tot doel een groep samen te stellen waarvan het aantal is vastgelegd overeenkomstig artikel 4, § 2.

De in paragraaf 1 bedoelde loting waarborgt een zo groot mogelijke representativiteit van de bevolking binnen de gemengde commissie op basis van de volgende criteria : woonplaats, geslacht, leeftijd en onderwijsniveau. De gegevens die hiervoor worden gebruikt, zijn de gegevens zoals bedoeld in artikel 8 § 2, zoals meegedeeld door de gelote natuurlijke personen in hun antwoord ter aanvaarding van de uitnodiging.

De representativiteit per criterium ten aanzien van de volledige groep gelote natuurlijke personen is bepaald als volgt :

1° de woonplaats : het aantal natuurlijke personen per provincie, alsook voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, wordt bepaald overeenkomstig artikel 4, § 2. Ten minste één persoon die is uitgenodigd voor de provincie Luik, is ingeschreven in de bevolkingsregisters van een gemeente van het Duits taalgebied, en minstens één persoon die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest woont, heeft een identiteitskaart of specifieke vermeldingen opgesteld in het Frans en ten minste één persoon die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest woont, heeft een identiteitskaart of specifieke vermeldingen opgesteld in het Nederlands ;

2° le sexe : la répartition entre les sexes au sein de la commission mixte correspond à la répartition entre les sexes dans la réserve initiale de personnes physiques à partir de laquelle le tirage au sort visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, a été effectué. À cette fin, la Chambre des représentants utilise les dernières statistiques publiées par Statbel concernant la répartition de ce critère au sein de l'ensemble initial de personnes physiques à partir duquel le tirage au sort visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, a été effectué ;

3° l'âge : la répartition par tranche d'âge au sein de la commission mixte correspond à la répartition par tranche d'âge dans la réserve initiale de personnes physiques à partir de laquelle le tirage au sort, visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, a été effectué. À cette fin, la Chambre des représentants utilise les dernières statistiques publiées par Statbel concernant la répartition de ce critère au sein de l'ensemble initial de personnes physiques dont est issu le tirage au sort visé à l'article 6, alinéa 1^{er}. Les tranches d'âge utilisées sont les suivantes :

- a) 18 – 40 ans ;
- b) 41 – 64 ans ;
- c) 65 ans et plus ;

4° le niveau d'instruction : la répartition par niveau d'instruction au sein de la commission mixte correspond à la répartition par niveau d'instruction dans la réserve initiale de personnes physiques à partir de laquelle le tirage au sort visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, a été effectué. À cette fin, la Chambre des représentants utilise les dernières statistiques publiées par Statbel concernant la répartition de ce critère au sein de la réserve initial de personnes physiques à partir de laquelle le tirage au sort visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, a été effectué. Les différents niveaux d'instruction utilisés sont basés sur la Classification internationale type de l'éducation (CITE), version 2011, et sont les suivants :

- a) faible :
 - niveau 0 de la CITE : inférieur à l'enseignement primaire ;
 - niveau 1 de la CITE : enseignement primaire ;
 - niveau 2 de la CITE : enseignement secondaire inférieur ;
- b) moyen :
 - niveau 3 de la CITE : enseignement secondaire supérieur ;
 - niveau 4 de la CITE : enseignement post-secondaire non supérieur ;
- c) élevé :
 - niveau 5 de la CITE : enseignement supérieur de type court ;
 - niveau 6 de la CITE : baccalauréat ou équivalent ;
 - niveau 7 de la CITE : master ou équivalent ;
 - niveau 8 de la CITE : doctorat ou équivalent.

Pour chaque niveau d'instruction, les expériences équivalentes sont également prises en compte.

§ 3. La représentativité de la commission mixte, selon les critères visés au paragraphe 2, alinéa 3, 2°, 3° et 4°, peut, pour chacun de ces critères, s'écarter de deux unités au maximum.

Art. 10. Le greffe de la Chambre constitue un groupe de suppléants, dont les profils correspondent aux profils des personnes physiques de la commission mixte qui a été constituée selon les modalités fixées à l'article 9.

Le groupe de suppléants visé à l'alinéa 1^{er} est composé d'un nombre de personnes physiques qui est égal au nombre de personnes physiques fixé conformément à l'article 4, § 1, 2°, et § 2.

Art. 11. Si le greffe de la Chambre des représentants ne peut pas constituer un groupe de personnes physiques visé à l'article 9 et un groupe de suppléants visé à l'article 10, dont le nombre est fixé conformément à l'article 4, § 2, en fonction de la méthode d'échantillonnage déterminée à l'article 9, § 2, les services du Registre national, procèdent à un nouveau tirage au sort partiel du Registre national, en vue de compléter la commission mixte ou le groupe de suppléants en fonction des critères visés à l'article 8, § 2.

Art. 12. La participation à une commission mixte se fait sur une base volontaire.

Si, avant le début de la première séance de la commission mixte, une personne renonce à participer ou cesse de remplir une des conditions visées à l'article 5, § 1^{er}, elle est remplacée par une personne du groupe des suppléants correspondant au même profil, selon les critères visés à l'article 8, § 2.

2° het geslacht: de verdeling tussen de geslachten binnen de gemengde commissie stemt overeen met de verdeling tussen de geslachten in de initiële pool van natuurlijke personen waaruit de in artikel 6, eerste lid, bedoelde loting gebeurde. Hiervoor gebruikt de Kamer van volksvertegenwoordigers de meest recente door Statbel gepubliceerde statistieken betreffende de spreiding van dit criterium binnen de initiële pool van natuurlijke personen waaruit de in artikel 6, eerste lid, bedoelde loting gebeurde;

3° de leeftijd: de verdeling per leeftijdsgroep binnen de gemengde commissie stemt overeen met de verdeling per leeftijdsgroep in de initiële pool van natuurlijke personen waaruit de in artikel 6, eerste lid, bedoelde loting gebeurde. Hiervoor gebruikt de Kamer van volksvertegenwoordigers de meest recente door Statbel gepubliceerde statistieken betreffende de spreiding van dit criterium binnen de initiële pool van natuurlijke personen waaruit de in artikel 6, eerste lid, bedoelde loting gebeurde. De leeftijdsgroepen die worden gehanteerd, zijn de volgende:

- a) 18 – 40 jaar;
- b) 41 – 64 jaar;
- c) 65 jaar en ouder;

4° het onderwijsniveau: de verdeling per onderwijsniveau binnen de gemengde commissie stemt overeen met de verdeling per onderwijsniveau in de initiële pool van natuurlijke personen waaruit de eerste loting gebeurde. Hiervoor gebruikt de Kamer van volksvertegenwoordigers de meest recente door Statbel gepubliceerde statistieken betreffende de spreiding van dit criterium binnen de initiële pool van natuurlijke personen waaruit de in artikel 6, eerste lid, bedoelde loting gebeurde. De verschillende onderwijsniveaus die worden gehanteerd, zijn gebaseerd op de Internationale Standaard Classificatie voor opleidingen (ISCED), versie 2011, en zijn de volgende:

- a) laag:
 - ISCED level 0: lager dan lager onderwijs;
 - ISCED level 1: lager onderwijs;
 - ISCED level 2: lager secundair onderwijs;
- b) midden:
 - ISCED level 3: hoger secundair onderwijs;
 - ISCED level 4: post-secondair niet tertiair onderwijs;
- c) hoog:
 - ISCED level 5: kortecyclus-studies op tertiair niveau;
 - ISCED level 6: bachelor of een gelijkwaardig niveau;
 - ISCED level 7: master of een gelijkwaardig niveau;
 - ISCED level 8: doctoraat of een gelijkwaardig niveau.

Voor elk onderwijsniveau wordt ook rekening gehouden met gelijkwaardige ervaring.

§ 3. De representativiteit van de gemengde commissie, volgens de criteria bedoeld in paragraaf 2, derde lid, 2°, 3° en 4°, mag, voor elk van die criteria, afwijken met maximum twee eenheden.

Art. 10. De griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers stelt een groep van plaatsvervangers samen, van wie de profielen overeenkomen met de profielen van de natuurlijke personen uit de gemengde commissie die werd samengesteld volgens de nadere regels vastgesteld in artikel 9.

De groep plaatsvervangers bedoeld in het eerste lid is samengesteld uit een aantal natuurlijke personen dat gelijk is aan het aantal natuurlijke personen bepaald overeenkomstig artikel 4, § 1, 2° en § 2.

Art. 11. Indien de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een groep van natuurlijke personen bedoeld in artikel 9 en een groep van plaatsvervangers bedoeld in artikel 10, waarvan het aantal is vastgesteld overeenkomstig artikel 4, § 2, volgens de methode van steekproeftrekking bepaald in artikel 9, § 2, niet kan samenstellen, gaan de diensten van het Rijksregister over tot een gedeeltelijke nieuwe loting uit het Rijksregister met het oog op het vervolledigen van de gemengde commissie of de groep van plaatsvervangers in functie van de criteria bedoeld in artikel 8, § 2.

Art. 12. De deelname aan een gemengde commissie gebeurt op vrijwillige basis.

Indien een persoon vóór aanvang van de eerste vergadering van de gemengde commissie afziet van de deelname of niet langer voldoet aan één van de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 1, wordt die persoon vervangen door een persoon uit de groep van plaatsvervangers, die voldoet aan hetzelfde profiel volgens de criteria bedoeld in artikel 8, § 2.

Après le début de la première séance de la commission mixte, les personnes qui renoncent à participer à la commission mixte et les personnes absentes ne sont pas remplacées.

Art. 13. Une fois que la commission mixte est constituée, l'ensemble des informations collectées en vertu de cette loi sont détruites par les services du Registre national, et, en ce qui concerne les personnes physiques qui ne font pas partie de la commission mixte, par le greffe de la Chambre des représentants. Les données relatives aux personnes physiques qui font partie de la commission mixte sont détruites par le greffe de la Chambre des représentants après que la commission mixte a cessé d'exister.

TITRE 4. — Les panels citoyens

Art. 14. La Chambre des représentants peut de sa propre initiative, sur un sujet déterminé, constituer un panel citoyen, composé de personnes issues d'un tirage au sort, en vue de formuler des recommandations sur une problématique précise.

Le sujet déterminé visé à l'alinéa 1^{er} ne porte pas atteinte aux droits et libertés garantis par le titre II de la Constitution et à tous les instruments internationaux protecteurs des droits humains ratifiés par la Belgique, et relève de la compétence de l'État fédéral ou vise ses intérêts.

Art. 15. § 1^{er}. Un panel citoyen est composé d'un minimum de 50 et d'un maximum de 75 personnes physiques tirées au sort.

§ 2. Le nombre de personnes physiques à tirer au sort, sur un sujet déterminé, est fixé par la Chambre des représentants conformément au Règlement de la Chambre.

Art. 16. L'article 4, §§ 2 et 3, ainsi que les articles 5 à 13 sont d'application au tirage au sort des personnes physiques pour un panel citoyen, étant entendu que pour l'application de ces articles, il faut chaque fois remplacer les mots "commission mixte" par les mots "panel citoyen".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,

D. CLARINVAL

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 55-2944

Compte rendu intégral : 2 février 2023.

Na de aanvang van de eerste vergadering van de gemengde commissie worden de personen die van de deelname aan de gemengde commissie afzien en de afwezige personen niet vervangen.

Art. 13. Zodra de gemengde commissie samengesteld is, worden alle op grond van deze wet verzamelde informatiegegevens vernietigd door de diensten van het Rijksregister, en voor wat betreft de natuurlijke personen die geen deel uitmaken van de gemengde commissie, door de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers. De gegevens betreffende de natuurlijke personen die deel uitmaken van de gemengde commissie, worden door de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers vernietigd nadat de gemengde commissie ophoudt te bestaan.

TITEL 4. — De burgerpanels

Art. 14. De Kamer van volksvertegenwoordigers kan op eigen initiatief, voor een bepaald onderwerp, een burgerpanel samenstellen, dat bestaat uit personen, uitgekozen via loting, om aanbevelingen te formuleren over een specifieke problematiek.

Het bepaalde onderwerp bedoeld in het eerste lid doet geen afbreuk aan de rechten en vrijheden gewaarborgd door titel II van de Grondwet en alle door België geratificeerde, internationale instrumenten ter bescherming van de mensenrechten en behoort tot de bevoegdheid van de Federale Staat of heeft betrekking op de belangen ervan.

Art. 15. § 1er. Een burgerpanel is samengesteld uit minimaal 50 en maximaal 75 gelote natuurlijke personen.

§ 2. Het aantal natuurlijke personen dat door loting voor een bepaald onderwerp wordt aangewezen, wordt bepaald door de Kamer van volksvertegenwoordigers overeenkomstig het Kamerreglement.

Art. 16. Artikel 4, §§ 2 en 3, en artikelen 5 tot 13 zijn van toepassing op het loten van natuurlijke personen voor een burgerpanel, met dien verstande dat voor de toepassing van deze artikelen de woorden "gemengde commissie" telkens moeten worden vervangen door het woord "burgerpanel".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

D. CLARINVAL

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be):

Stukken: 55-2944

Integraal Verslag: 2 februari 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/30637]

23 MARS 2019. — Loi introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses. — Traduction allemande d'extraits

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande des articles 1, 3 à 7 et 13 à 19 de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses (*Moniteur belge* du 4 avril 2019).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/30637]

23 MAART 2019. — Wet tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen. — Duitse vertaling van uittreksels

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de artikelen 1, 3 tot 7 en 13 tot 19 van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 4 april 2019).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.